

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT)

Date de la contribution : 22/11/2024

Introduction

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Quels enjeux vous semblent les plus prioritaires pour la régulation incitative d'Enedis pour le TURPE 7 HTA-BT ?

A titre liminaire, GRDF tient à souligner que les enjeux qui se posent dès la période TURPE7 vont devenir de plus en plus prégnants dans le futur au vu des scénarios des pouvoirs publics qui visent à une électrification massive. Ces scénarios vont se traduire par une accélération de la production d'énergies renouvelables et par le raccordement des installations correspondantes aux réseaux électriques, mais aussi par le raccordement d'un nombre important de points de recharge pour les véhicules électriques. Le mur d'investissements qui en résulte et devant lequel se trouve Enedis est à l'origine de trois questions qui vont devenir récurrentes :

- Est-ce que la hausse des tarifs résultante est acceptable pour le consommateur alors que la consommation n'évolue pas au rythme attendu ?
- Est-ce qu'Enedis est en capacité industrielle de réaliser tout ce qui lui est demandé ?
- L'impact des besoins croissants en termes de flexibilité, enjeu de plus en plus prégnant de la décarbonation de / par l'électricité ont-ils été correctement évalués ?

Cela doit conduire à questionner la pertinence technico-économique de ces scénarios et à s'assurer de garder en tête toutes les options qui permettent d'atteindre l'objectif de décarbonation, en ne négligeant aucune des énergies décarbonées, et surtout en comparant les coûts complets de report d'une énergie à l'autre : le recours au gaz vert et au système gazier peut notamment contribuer à atténuer ces risques et à répondre aux objectifs de décarbonation du système énergétique français.

Dans le contexte climatique actuel, on voit aussi l'importance qu'il faudra donner à la résilience du réseau et à la remise en état rapide du réseau après des catastrophes climatiques. Il est donc important que le cadre de régulation du TURPE7 intègre cette résilience climatique des réseaux.

Le cadre de régulation et notamment la régulation incitative doivent être adaptés pour donner les moyens au gestionnaire de réseau de réaliser son renforcement d'activités, tout en continuant à assurer son socle préexistant. Il faudra donc chercher à maintenir un haut niveau de qualité de service, notamment garantir la continuité d'alimentation et garantir des délais de raccordement acceptables pour les clients pour permettre de suivre le rythme prévu dans les scénarios. Cette activité croissante ne doit pas se faire au détriment de l'efficacité économique car le tarif doit être soutenable pour le consommateur.

Au-delà de la régulation incitative, l'adaptation de la structure tarifaire aux nouveaux enjeux du réseau doit permettre également d'encourager les consommateurs à adapter leurs usages afin d'éviter des coûts de renforcement, par exemple pour le passage à la pointe ou pour les nouveaux déséquilibres structurels offre-demande (exemple des poches qui sont maintenant dimensionnées par l'injection du photovoltaïque l'après-midi). Les signaux dans ce sens doivent donc être renforcés, en se basant notamment sur les possibilités qu'offre le nouveau compteur Linky.

Ces différents enjeux sont somme toute communs à l'ensemble des opérateurs de réseau, afin qu'ils accompagnent au mieux la transition énergétique voulue, en étant le plus efficaces possible, en délivrant un haut niveau de services et à un coût maîtrisé. Mais pour répondre à ces enjeux, la complémentarité entre les différentes énergies demeure plus que jamais indispensable.

Question 2 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation du TURPE 6 et les principales évolutions envisagées par la CRE pour le TURPE 7 HTA-BT ?

Oui

Commentaire :

GRDF partage le fait que le cadre de régulation, désormais en grande partie harmonisé entre opérateurs, est une garantie de stabilité pour les acteurs du marché et a permis de répondre efficacement à certaines crises ponctuelles, notamment la crise sanitaire ou la crise

des prix de l'énergie. Cependant, il a aussi montré ses limites au vu des soldes élevés de CRCP en fin de période tarifaire des opérateurs et c'est pour cela qu'il convient d'adapter les modalités d'apurement du CRCP du TURPE, en les alignant sur celles de l'ATRD7 : dans le contexte actuel, augmenter le plafond d'apurement du CRCP (le k) et corriger la référence d'inflation prise en compte permettra ainsi à Enedis de récupérer le montant du CRCP au plus près du fait générateur et de répercuter au mieux l'évolution de l'inflation réellement constatée .

GRDF souscrit également à la position de la CRE selon laquelle « Le cadre de régulation tarifaire doit garantir une rémunération raisonnable du capital investi qui permette de financer les actifs régulés, tout en donnant un juste signal à l'investissement pour la transition énergétique et le maintien en activité des installations ». Compte tenu du contexte, il s'agit là en effet d'un enjeu majeur. Il est donc pertinent pour GRDF de modifier le cadre tarifaire sur ce point, comme pour l'ATRD7.

Enfin, GRDF partage le fait que la qualité de service et la continuité d'alimentation doivent rester à de hauts niveaux pour le bénéfice des consommateurs, mais cela ne doit pas conduire à de la surqualité. Il faut notamment veiller à ce que toute évolution apporte un réel bénéfice à la collectivité des consommateurs, supérieur aux coûts engendrés (impact SI pour certains processus, comme par exemple le versement automatique des indemnités alors qu'elles sont actuellement conditionnées à une réclamation avec un traitement donc plus manuel, ou impact organisationnel lié à un renforcement des objectifs de la régulation incitative, par exemple sur le traitement des réclamations).

Les avis plus précis de GRDF sont détaillés ci-après en réponse à chaque question de la CRE.

Question 3 : Considérez-vous, comme la CRE, qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour le TURPE 7 ?

Oui

Commentaire :

GRDF approuve le maintien d'une durée de 4 ans, commune aux différents opérateurs, avec clause de revoyure à mi-période. Il serait également pertinent de prévoir, si le contexte l'exige, d'adapter les évolutions tarifaires en cours de période (ex. mouvement tarifaire exceptionnel en cas de solde de CRCP significatif).

Question 4 : Êtes-vous favorable à une évolution exceptionnelle du TURPE 6 au 1er février 2025 pour apurer de manière anticipée le CRCP d'Enedis constaté au 31 décembre 2023 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'est ni favorable ni défavorable à cette évolution exceptionnelle du TURPE6 au 1^{er} février 2025.

GRDF comprend qu'éviter deux mouvements contraires de façon rapprochée dans le temps répond à l'enjeu d'acceptabilité et de lisibilité pour le grand public. GRDF souligne aussi que cette évolution, qui peut s'apparenter à un mécanisme d'ajustement tarifaire au fil de l'eau, permet d'apurer plus rapidement le CRCP, donc au plus près du fait générateur, ce qui est toujours préférable en termes de gestion d'entreprise.

La CRE pourrait également prévoir que ce dispositif puisse être activé à la demande des opérateurs en cas d'accroissement exceptionnel du solde de CRCP afin d'éviter les effets report sur la période tarifaire suivante.

Question 5 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE sur la construction du revenu autorisé d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable aux orientations préliminaires de la CRE sur la construction du revenu autorisé d'Enedis dans la mesure où cela permet d'aligner le cadre tarifaire d'Enedis sur celui des différents opérateurs gaziers (et notamment celui de GRDF défini dans le cadre de l'ATRD7, entré en vigueur cette année).

La reconduction de la plupart des éléments permet d'assurer la stabilité et la lisibilité du cadre tarifaire.

GRDF est ainsi favorable à la méthode de détermination du revenu autorisé qui reste stable.

GRDF est également favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués.

De même, GRDF est favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés.

Le rehaussement du plafond d'apurement du CRCP permet quant à lui de s'inscrire dans le nouveau contexte économique, marqué notamment par de fortes variations d'inflation, de prix de l'énergie et permettra à Enedis de pouvoir recouvrer les sommes dues au CRCP plus rapidement.

Enfin, GRDF maintient sa position quant au taux qui devrait être utilisé pour actualiser le CRCP. Utiliser le taux sans risque de court terme permet d'aligner le cadre tarifaire d'Enedis sur celui des opérateurs gaziers, mais il n'est pas représentatif des coûts de gestion de trésorerie (gains ou coûts) engendrés pour l'opérateur par ce mécanisme de report d'un exercice à l'autre, voire d'une période tarifaire à l'autre (cf. Réponse à la question 53).

Question 6 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du taux sans risque afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques de court terme ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à une double approche conciliant les valeurs d'un historique et celles associées à des valeurs de court terme plus prospectives. Le changement de méthode proposé conduit ainsi à déterminer deux taux sans risque, l'un selon la méthode classique d'observation des valeurs sur un historique de 10 ans, l'autre à partir d'un taux prospectif. Pour le taux historique, la méthode d'observation est inchangée par rapport à Turpe 6 et n'appelle pas de commentaire particulier. Pour le taux prospectif, la préconisation revient à établir la moyenne (arithmétique) des rendements à terme implicites de l'OAT 15 ans pour la France, dans 1 an, 2 ans, 3 ans et 4 ans, ce qui nous paraît conforme aux finalités attachées à cette nouvelle valeur.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en 2025 ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est défavorable à l'orientation préliminaire de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en 2025.

En effet, mettre fin à cette régulation incitative contreviendrait aux dispositions qu'avaient retenues la CRE lors de la délibération initiale encadrant le déploiement des projets de comptage évolué. A l'instar du cadre de régulation du projet Linky, dans la délibération du 17 juillet 2014 concernant le projet Gazpar, la CRE indiquait textuellement (p.12) : « si le montant des investissements en actifs de comptage mis en service est inférieur ou égal au coût de référence : pour les dépenses d'investissement réalisées pendant la période théorique de déploiement industriel, [...] GRDF reçoit [...] un bonus correspondant à l'application de la prime incitative sur l'écart entre la dépense d'investissement réelle et le coût de référence pendant la durée de vie de ces actifs. ». Cette disposition n'avait pas été modifiée lors de la délibération du 21 décembre 2017, réévaluant les objectifs suite au décalage du début de la phase industrielle du projet.

Revenir sur cette disposition a posteriori alors même que les opérateurs ont réussi à tenir les engagements en évitant des surcoûts et sont donc éligibles à ces bonus sur la durée de vie résiduelle des actifs concernés reviendrait à remettre en cause les règles qui avaient été définies initialement. Une telle décision pénaliserait les opérateurs alors même qu'ils ont répondu aux objectifs de performance qui leur avait été fixés par la CRE elle-même.

Cette instabilité du cadre réglementaire enverrait en outre un mauvais message au marché (le beta devrait être finalement plus fort pour les opérateurs au vu de l'environnement dans lequel ils évoluent) et aux opérateurs qui pour un prochain projet similaire, ne chercheraient pas à optimiser au maximum les coûts, puisque ce faisant, ils se priveraient d'une partie de rémunération.

Pour toutes ces raisons, la décision de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en

2025 serait éminemment contestable.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant l'évolution du traitement tarifaire des contributions de raccordement demandée par Enedis ?

Non

Commentaire :

Sur le principe, GRDF est favorable avec le changement de traitement tarifaire des contributions de raccordement proposé par ENEDIS, dans la mesure où un traitement similaire (régulatoire et comptable) a été mis en œuvre à compter de l'ATRD6 pour les contributions des producteurs de biométhane sur leur raccordement au réseau de distribution. En effet, ces contributions sont déduites de la valeur immobilisée des raccordements concernés, et donc de la base d'actifs régulée, et ne sont donc plus comptabilisées en recettes de l'exercice au cours duquel elles sont perçues. Le traitement est donc neutre financièrement à l'échelle de la durée de vie des actifs.

Ce traitement s'applique à l'intégralité des recettes issues des contributions des producteurs et a été mis en œuvre de manière cohérente entre régulation et comptabilité.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif TURPE 7 HTA-BT ? Êtes-vous favorable au rehaussement à +/- 3 % du plafond du facteur k ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la prise en compte de l'écart d'inflation réalisée en N-1 dans la formule de mise à jour tarifaire, dans la mesure où ces écarts sont sinon mécaniquement reportés dans le CRCP de l'année suivante.

S'agissant du plafond du facteur k, GRDF est favorable à son rehaussement à +/- 3%, en alignement avec ce qui prévaut pour l'ATRD7. Cela permettra ainsi d'apurer plus rapidement le CRCP en cas de variation d'ampleur des postes couverts au CRCP, à l'instar des évolutions inédites constatées sur l'inflation et le prix des énergies au cours de la période tarifaire qui s'achève.

GRDF est cependant défavorable à la proposition de la CRE de faire évoluer la régulation incitative de la qualité de service et de la continuité d'alimentation lors des évolutions annuelles. En effet, il est préférable que les objectifs à atteindre soient définis en début de période tarifaire, éventuellement de manière progressive sur les 4 ans, afin de laisser le temps à l'opérateur d'engager les actions structurantes nécessaires et à celles-ci de produire les effets escomptés. Des révisions annuelles pourraient ainsi conduire à des actions plus erratiques et moins efficaces (notamment si des évolutions des systèmes d'information – souvent très coûteuses- s'avèrent nécessaires) car envisagées dans un contexte plus incertain et de plus court terme.

Si ce mécanisme de révision était malgré tout retenu, il serait souhaitable de prévoir que l'opérateur puisse également demander une révision de la régulation incitative lorsque les objectifs fixés par la CRE s'avèrent trop ambitieux compte-tenu du contexte / coûts engendrés.

Question 10 : Êtes-vous favorable au maintien du principe général d'incitation des charges d'exploitation, ainsi qu'aux orientations préliminaires envisagées par la CRE pour le périmètre couvert par le CRCP pour la période TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF est favorable au maintien du principe général d'incitation des charges d'exploitation.

GRDF salue la couverture à 100% pour Enedis de l'effet prix de l'Avantage en Nature Energie, cette composante étant en dehors de toute maîtrise de l'opérateur. La CRE alignerait ainsi le TURPE sur les modalités retenues dans l'ATRD7.

GRDF est cependant défavorable à l'orientation de la CRE de ne pas retenir la demande d'ENEDIS de couverture des impayés fournisseurs dans le CRCP. En effet, le contrat GRD-F, même s'il va plus loin dans la protection des GRDs, ne prémunit pas l'opérateur du risque de défaillance des fournisseurs puisqu'Enedis doit rentrer en relation avec les différents fournisseurs, sans discrimination en raison de leur santé financière. Or lorsqu'un fournisseur fait faillite et que son collatéral n'est pas suffisant pour couvrir ses dettes, Enedis peut se retrouver avec un manque à gagner, qui n'était pourtant pas anticipable ou maîtrisable et qui doit donc relever du CRCP.

Les utilisateurs du réseau ne s'acquitteraient par ailleurs pas d'une double facturation du TURPE comme l'indique la CRE mais de la facturation du TURPE augmentée de la quote-part que représente cet impayé fournisseur par rapport à l'ensemble des facturations TURPE.

Ainsi le principe est bien similaire à celui de la prise en charge des impayés clients où les utilisateurs du réseau paient la facture du TURPE augmentée de la quote-part que représente les impayés clients par rapport à l'ensemble des facturations TURPE.

Enfin, GRDF est favorable à inclure au CRCP tous les versements des activités concurrentielles à l'activité régulée, au titre des ressources et actifs qui ont été, ou sont, financés par le TURPE (ex. Linky et sa chaîne communicante).

Question 11 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des pertes pour la période TURPE 7 ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la hausse du plafond de l'incitation en lien avec l'augmentation du revenu autorisé d'Enedis. En effet, cela permet de maintenir un niveau d'incitation constant pour l'opérateur.

GRDF est également favorable à la fixation d'un unique taux de pertes de référence total et non plus égal à la somme d'un taux de référence pour les PNT et d'un volume de pertes techniques obtenu par un polynôme. Cette modification va en effet dans le sens d'une uniformisation de la régulation avec les autres gestionnaires de réseaux.

Enfin, le principe de baisse des pertes non techniques lié au développement des compteurs communicants est cohérent avec ce qui a été proposé dans le cadre du tarif ATRD7. Il importe aussi d'assurer le suivi de l'effectivité du plan d'action d'Enedis contre les fraudes, quand bien même la régulation incitative ne retiendrait plus qu'un seul taux global de pertes.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est défavorable à la méthodologie de calcul des coûts de référence envisagée par la CRE, plus précisément à la période retenue pour calibrer les coûts (2021-2023). GRDF est en effet aligné avec le constat d'Enedis sur le côté atypique de l'année 2021 (à l'instar de 2020), encore marquée par la crise sanitaire et qui a impacté de façon notable les activités des deux opérateurs : l'année 2021 devrait donc être exclue de la période retenue pour le calcul des coûts unitaires de référence.

Dans ce contexte, si la CRE confirme son orientation préliminaire, GRDF affirme à nouveau l'importance de prévoir la possibilité d'actualiser le niveau de référence à mi-période tarifaire, à l'initiative de la CRE.

Par ailleurs, GRDF est favorable à l'approche de la CRE consistant à retenir pour les nouvelles catégories d'investissements identifiées une période d'observation sans incitation.

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des investissements " hors réseaux " pour le TURPE 7 ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la reconduction du dispositif d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux ».

Dans sa demande, Enedis a demandé l'exclusion de certains projets SI du périmètre des TOTEX, à l'image de GRDF. Une nouvelle fois, GRDF attire l'attention de la CRE sur la nécessité de réintégrer dans le mécanisme de couverture au CRCP certains grands projets SI qui ne relèvent pas de choix politiques des opérateurs mais qui leur sont imposés par les éditeurs (d'ERP notamment) et/ou par des évolutions réglementaires (en termes de cybersécurité ou de mise à disposition de données par exemple), avec des effets prix qui ne sont pas facilement anticipables et maîtrisables compte tenu de la structure des marchés dans le domaine SI. Toutefois, GRDF se félicite que la CRE envisage de sortir du périmètre des TOTEX les dépenses SI d'Enedis relatives à la cybersécurité, chose que la CRE a refusée à GRDF.

Question 14 : Êtes-vous favorable au retrait des producteurs BT < ou = 36 kVA du périmètre incité de l'indicateur de remise de la proposition de raccordement et à leur suivi sans incitation ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Sur la régulation incitative des raccordements, GRDF est alignée avec la CRE sur l'importance de la régulation incitative des raccordements, qui est l'un des enjeux forts de la période TURPE7, avec notamment une maîtrise des délais d'études préalables et de réalisation des raccordements à un coût maîtrisé. GRDF souligne cependant que les délais pertinents à prendre en compte ne doivent être que ceux qui relèvent de la responsabilité directe de l'opérateur.

GRDF n'émet pas d'avis sur la question 14.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour le respect de l'envoi de la proposition de raccordement pour les différents niveaux de tension à savoir, de 95 % à 98 % pour le segment BT < ou = 36 kVA et de 91 % à 94 % pour le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un suivi sans incitation du délai moyen (en jours) de remise des 5 % des PTF les plus longues ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 17 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE, dont l'intégration des dérivations individuelles dans la catégorie des raccordements individuels en soutirage BT < ou = 36 kVA sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour le TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 18 : Êtes-vous favorable à la suppression de la catégorie " Ajout injection sur branchement BT < ou = 36 kVA " et au suivi sans incitation des affaires nécessitant des travaux ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 19 : Êtes-vous favorable à la fusion des catégories des raccordements BT < ou = 36 kVA avec extension du réseau et BT > 36 kVA avec et sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs envisagée par la CRE sur TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 20 : Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour les raccordements collectifs sur la période TURPE 7 ? Êtes-vous favorable au suivi sans incitation des raccordements des colonnes horizontales (IRVE) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 21 : Considérez-vous pertinent de mettre en place une incitation pour les raccordements provisoires ?

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 22 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un système automatique pour le versement des indemnités en cas de retard de mise à disposition du raccordement ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est attentif à la satisfaction des clients, et ne conteste pas le principe d'indemniser les clients qui se déclarent insatisfaits du service rendu. En revanche, GRDF considère que compte tenu du nombre de clients qui se déclarent insatisfaits, il n'est pas nécessaire de mettre en place des outils et des procédures nouvelles pour rendre ce versement automatique.

Automatiser ces versements se traduiraient en effet par des développements SI qui pourraient être longs et coûteux. De plus, dans les faits, la compensation proactive des clients ne va pas toujours dans le sens de l'amélioration de leur satisfaction : les clients n'en comprennent pas toujours l'origine, ni toujours comment la récupérer, ce qui peut générer de l'insatisfaction et de la frustration.

GRDF est donc défavorable à l'automatisation de tels versements car cela se traduira par des surcoûts significatifs sans garantie d'augmenter la satisfaction client.

Question 23 : Êtes-vous favorable à la régulation incitative envisagée par la CRE concernant la capacité de postes sources à créer en priorité, dans le cadre des S3REnR ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 24 : Identifiez-vous d'autres données à intégrer au rapport annuel sur le raccordement à publier par les gestionnaires de réseaux ?

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 25 : Partagez-vous les orientations préliminaires de la CRE concernant la qualité de service relative à l'acheminement ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

GRDF est favorable à ce que le cadre de régulation incitative de la qualité de service évolue pour répondre aux enjeux de la nouvelle période tarifaire, au bénéfice des clients, des fournisseurs et de l'ensemble des parties prenantes.

La CRE propose de faire évoluer les objectifs de 4 des 5 indicateurs incités.

GRDF est favorable :

- aux évolutions des objectifs proposées dans la mesure où ils reflètent les résultats atteints par ENEDIS sur TURPE6 ;
- à la demande d'ENEDIS de retirer du périmètre du calcul du taux de réclamations multiples, les saisines faites au MNE dont la réclamation initiale était adressée au fournisseur ou imputable à ce dernier.

GRDF est défavorable à la mise en place de mécanisme incitatif asymétrique envisagée par la CRE sur le taux d'accessibilité de la ligne fournisseur et sur le taux d'appels à la ligne fournisseurs avec un temps d'attente inférieur à 90 secondes.

GRDF est favorable à la proposition de la CRE de suppression de 6 des indicateurs suivis (3 relatifs aux « interventions » et 3 indicateurs relatifs à la « relève et facturation »).

Question 26 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la qualité de service du système de comptage évolué envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF est favorable au maintien de la régulation incitative de la qualité de service du système de comptage évolué d'Enedis, permettant de faire bénéficier aux utilisateurs de la fin du déploiement du projet Linky et de matérialiser les gains du projet.

Parmi les évolutions envisagées par la CRE, GRDF est favorable aux principes de basculer certaines incitations d'un calcul mensuel à un calcul annuel, notamment pour le taux de télé-relevés journaliers réussis, et le taux de télé-prestations réalisées le jour J demandé par les fournisseurs. Cela permet de s'affranchir des effets d'événements exceptionnels, visibles à la maille mensuelle, mais qui ne reflètent pas la performance de l'opérateur.

En revanche, GRDF est défavorable aux 2 principes suivants retenus par la CRE dans sa consultation :

- La CRE n'a pas repris la demande d'ENEDIS, d'exclure les événements exceptionnels du calcul du taux de compteurs activés dans les délais à la suite d'un ordre de pointe mobile. Or ces événements exceptionnels ne sont pas maîtrisables par l'opérateur (intempéries ou délestages qui sont à la main du GRT...) et peuvent avoir un réel impact localisé dans le temps sur l'activité de l'opérateur, venant détériorer sa capacité à rendre ce service. Le passage à un calcul annuel de cette incitation pourrait permettre de mitiger le risque.
- GRDF est défavorable à la mise en place de mécanisme d'incitations asymétriques (malus en cas de non-atteinte des objectifs et absence de bonus, ou bonus inférieur, en cas de dépassement de l'objectif) comme la CRE le propose notamment pour le taux de publication par Ginko des index réels mensuels. Pour GRDF, la régulation incitative ne doit pas être seulement punitive pour l'opérateur.

Question 27 : Considérez-vous pertinent de maintenir le périmètre existant (ne pas en exclure les compteurs concernés par une coupure longue sur les jours concernés), pour les indicateurs " Taux de télé-relevés journaliers réussis ", " Taux de télé-prestations réalisées le jour J demandé par les fournisseurs " et " Taux de compteurs activés dans les délais à la suite d'un ordre de pointe mobile " ?

Défavorable

Commentaire :

Dans la mesure où une coupure longue serait associée à un facteur exogène exceptionnel, GRDF rappelle être défavorable au maintien de cet événement dans le périmètre suivi.

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'automatisation du versement des indemnités et à l'extension du périmètre d'application ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est attentif à la satisfaction des clients, et ne conteste pas le principe d'indemniser les clients qui se déclarent insatisfaits du service rendu. En revanche, GRDF considère que compte tenu du nombre de clients qui se déclarent insatisfaits, il n'est pas nécessaire de mettre en place des outils et des procédures nouvelles pour rendre ce versement automatique.

Automatiser ces versements se traduiraient en effet par des développements SI qui pourraient être longs et coûteux. De plus, dans les faits, la compensation proactive des clients ne va pas toujours dans le sens de l'amélioration de leur satisfaction : les clients n'en comprennent pas toujours l'origine, ni toujours comment la récupérer, ce qui peut générer de l'insatisfaction et de la frustration.

GRDF est donc défavorable à l'automatisation de tels versements car cela se traduira par des surcoûts significatifs sans garantie d'augmenter la satisfaction client.

Question 29 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la transmission des données envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Comme rappelé ci-dessus, GRDF est favorable à la mise en place de mécanismes incitatifs symétriques, avec des règles identiques selon que la performance mesurée est inférieure ou supérieure à l'objectif.

Pour cette raison, GRDF est défavorable :

- à la mise en place du mécanisme souhaitée par la CRE pour le taux de disponibilité en J+1 des courbes de charge Linky. Bien que la CRE juge le mécanisme symétrique (la valeur unitaire du bonus est la même que la valeur unitaire du malus), la CRE prévoit de limiter le bonus maximal à 2M€ et le malus maximal à 6M€. Par conséquent, GRDF considère que la CRE maintient de fait un mécanisme asymétrique ;
- à la mise en place d'une pénalité asymétrique pour la mesure de la qualité des courbes de charge ;

GRDF est favorable :

- à la mise en place d'une incitation symétrique pour la mesure du taux de transmissions des courbes de charge en J+1 pour le marché d'affaires ;
- à la mise à disposition de données en opendata, mais toujours avec une incitation symétrique.

Question 30 : Considérez-vous pertinent de maintenir le périmètre existant des indicateurs (ne pas en exclure les compteurs concernés par une coupure longue sur les jours concernés) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 31 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE d'adapter l'indicateur conformément aux évolutions des règles MA-RE ? Êtes-vous favorable au maintien du niveau de l'objectif et de l'incitation asymétrique ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 32 : Êtes-vous favorable à l'évolution du calcul de l'indicateur pour prendre en compte les évolutions sur le processus Recoflux ? Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas inciter Enedis à rechercher une performance encore meilleure ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 33 : Êtes-vous favorable à une incitation financière sur les écarts au périmètre des pertes pour Enedis et au niveau de l'objectif proposé par la CRE ? Êtes-vous favorable aux modalités d'incitation financière proposées ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 34 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'indicateur sur la qualité de prévision des pertes relatives à l'ENA, ainsi qu'à la suppression d'indicateurs de suivi de la qualité de service relative au bilan électrique envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 35 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour les critères B, M, F-BT et F-HTA ? Êtes-vous favorable à la fixation lors de la première mise à jour tarifaire du TURPE des objectifs des critères F-BT et F-HTA pour les années 2026, 2027 et 2028 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRDF n'émet pas d'avis.

Question 36 : Partagez-vous l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE pour le développement des flexibilités au service des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

| GRDF partage l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE pour le développement des flexibilités au service des réseaux.

Question 37 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à attribuer à Enedis 20 % des gains économiques permis par la flexibilité ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRDF n'a pas d'avis sur le pourcentage des gains économiques permis par la flexibilité attribué à Enedis.

Question 38 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du projet REFLEX ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRDF n'émet pas d'avis.

Question 39 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du DERMS ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRDF n'émet pas d'avis.

Question 40 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à suivre l'application de la méthodologie CritFlex par Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| GRDF n'émet pas d'avis.

Question 41 : Selon quels critères considérez-vous qu'Enedis devrait proposer systématiquement une offre de raccordement flexible en complément de l'offre de raccordement de référence ?

| GRDF n'émet pas d'avis.

Question 42 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitative commune à Enedis et RTE portant sur l'exécution d'actions prioritaires communes ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 43 : Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE concernant la régulation incitative de la recherche et développement ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF est favorable aux dispositifs décrits par la CRE qui sont dans la continuité de ceux déjà existants, notamment la production du rapport public R et D biannuel qui permet d'analyser avec un pas de temps plus long les actions engagées par les opérateurs et donne de la visibilité au marché sur les inflexions prises en la matière.

GRDF s'interroge toutefois sur le traitement a posteriori que la CRE envisage pour les projets de démonstrateurs, notamment ce qui sera jugé comme un retour d'expérience suffisant pour maintenir le financement déjà effectué de ces projets.

Question 44 : Êtes-vous favorable à la suppression du guichet Smart Grids pour la période du TURPE 7 ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF s'interroge sur la proposition de la CRE de supprimer le guichet Smart Grid qui, bien qu'il n'ait pas été utilisé sur la période tarifaire actuelle, apporte une flexibilité potentiellement utile intra-période tarifaire sur un sujet évolutif. GRDF serait favorable au maintien de ce dispositif.

Question 45 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires et aux actions prioritaires envisagées par la CRE pour Enedis sur la période TURPE 7 ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 46 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la hausse des plafonds des régulations incitatives de qualité de service, de qualité d'alimentation, de coûts unitaires et des raccordements ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF comprend la position de la CRE qui vise à rehausser en proportion de la hausse du revenu autorisé d'Enedis, les plafonds des régulations incitatives des indicateurs de continuité d'alimentation, de coûts unitaires et des raccordements : cela permettra en effet de garder la force des incitations et que celles-ci ne se trouvent pas diluées.

En revanche, en ce qui concerne la régulation incitative de la qualité de service, la CRE ne prévoit pas d'augmenter les plafonds (bonus maximal et malus maximal) de chaque indicateur au prorata de l'évolution du revenu autorisé sur la nouvelle période tarifaire, alors même qu'elle renforce le dispositif par la mise en place de seuils réhaussés sur des indicateurs existants, le passage à des incitations asymétriques et l'ajout de nouveaux indicateurs.

Compte tenu de ces modifications, GRDF est favorable à ce que le plafond des malus ne soit pas réhaussé au prorata du revenu autorisé. Si cependant ces plafonds de malus évoluaient, GRDF serait favorable à ce que les plafonds des bonus évoluent dans les mêmes proportions.

Question 47 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de couvrir les coûts du parc de compteurs historiques par la facturation d'une composante spécifique à l'ensemble des clients non équipés de compteurs évolués hors impossibilité technique ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à l'idée de faire porter les coûts du parc de compteur historiques résiduels aux seuls clients encore équipés

de ces compteurs non évolués (hors impossibilité technique de pose d'un compteur Linky).

Cette mesure s'inscrirait d'ailleurs dans le prolongement de la composante tarifaire de comptage, déjà présente dans le TURPE.

Question 48 : Partagez-vous les volumes de relève à pied et de contrôles envisagés par la CRE ?

Oui

Commentaire :

GRDF n'a pas d'avis sur les volumes de relève à pied et de contrôles envisagés par la CRE.

Concernant les modalités de contrôle pour les clients ayant transmis un index dans l'année, le recours à des contrôles sur la base de photographies des compteurs nous semble pertinent et de nature à diminuer les coûts de ces contrôles.

Question 49 : Êtes-vous favorable à une composante tarifaire additionnelle pour les clients qui n'auraient pas transmis d'index ou n'auraient pas pris de rendez-vous ?

Favorable

Commentaire :

GRDF y est favorable. En effet, les clients non équipés d'un compteur Linky et dont le dernier index réel est antérieur à 12 mois génèrent des surcoûts (davantage de contrôles ciblés à réaliser par Enedis) : il paraît donc légitime d'introduire une composante tarifaire additionnelle pour ces clients.

GRDF estime que le mécanisme proposé serait pertinent pour tout opérateur ayant déployé un système de comptage intelligent.

Question 50 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la facturation du comptage non communicant chez les ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Niveau tarifaire

Question 51 : Avez-vous des observations sur l'analyse préliminaire de la CRE relative aux charges nettes d'exploitation d'Enedis pour le TURPE 7 ?

GRDF n'a pas d'avis sur le niveau des charges d'ENEDIS mais s'interroge sur l'importance des arbitrages envisagés par l'auditeur.

Sur les **Charges de personnel**, l'arbitrage préconisé par l'auditeur est significatif et semble porter à la fois sur des effets volumes et des effets prix, notamment sur le SNB qui relève de toute la branche professionnelle des IEG. GRDF attire l'attention de la CRE sur le contexte actuel de tension accrue sur la disponibilité de la main d'œuvre d'une part et de pression sur le pouvoir d'achats en période d'inflation soutenue d'autre part. Tout arbitrage qui viendrait limiter l'attractivité des opérateurs de réseaux seraient préjudiciable à leur capacité à faire face aux enjeux liés à l'accélération de la transition énergétique à court, moyen et long-terme, alors qu'ils en sont des acteurs stratégiques.

S'agissant de la **R et D**, la période à venir s'avère cruciale pour l'ensemble des opérateurs d'infrastructure, afin de répondre aux objectifs fixés par les pouvoirs publics en matière de transition énergétique, ainsi qu'aux exigences de plus en plus fortes en matière de sécurité (y compris cyber) et plus globalement de résilience des réseaux. Dans ce contexte, la hausse demandée par ENEDIS bien que significative ne semble pas disproportionnée au regard des enjeux. Or, l'auditeur propose un arbitrage de 30% de cette demande, ce qui conduirait à réduire le budget R et D pour la période TURPE7 par rapport à la trajectoire TURPE6, si cet arbitrage était maintenu dans la délibération de la CRE. En outre, GRDF ne partage pas le fait que la R et D devrait être restreinte aux seules activités de réseau, car une telle approche méconnaît le rôle structurant des opérateurs de réseaux au sein de leurs écosystèmes en matière de R et D.

Concernant la **VNC des immobilisations démolies**, à l'instar d'ENEDIS, GRDF conteste la méthodologie retenue par l'auditeur qui consiste à projeter la moyenne des trois derniers exercices inflatée. En effet, au-delà de la récurrence de certaines opérations, il est nécessaire de corréliser l'évolution de ce poste aux sous-jacents industriels (investissements, obligations réglementaires, ...).

GRDF partage l'approche plus mesurée de la CRE sur les efforts de productivité demandés à l'opérateur, compte-tenu du plan de performance déjà pris en compte dans la demande d'ENEDIS, afin d'éviter le risque de redondance avec les arbitrages proposés par l'auditeur. Cette approche ramène la borne basse « variante » des CNE (hors charges du système électrique, hors recettes extratarifaires et hors tarif agent) au niveau de 2023 inflaté, ce qui semble plus pertinent.

Enfin, GRDF réitère ses réserves méthodologiques par rapport à l'utilisation des ratios de coûts moyens en €/km ou €/clients pour juger des gains d'efficacité des opérateurs, comme cela avait déjà été exprimé dans les réponses de GRDF aux consultations précédentes.

Tout d'abord, cette approche est en totale contradiction avec les arbitrages postes à postes tels qu'ils ont été déclinés dans le rapport de l'auditeur.

Par ailleurs, elle est d'autant moins pertinente s'agissant de périmètres d'activités dont les charges évoluent de manière non-proportionnelle aux longueurs de réseaux ou nombre de clients, notamment dans le contexte actuel d'adaptation des réseaux aux enjeux de transition énergétique, propre à chaque pays (ce qui rend également les exercices de benchmark inopérants).

Question 52 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges de système électrique envisagé par la CRE sur la période TURPE 7 ?

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 53 : Avez-vous des remarques sur l'analyse préliminaire de la CRE concernant le niveau des paramètres de rémunération pour le TURPE 7 HTA-BT ?

1 - Le recours au Modèle d'Evaluation des Actifs Financiers est une méthode pertinente pour approcher le coût moyen pondéré du capital d'un opérateur de réseau, et par suite pour déterminer le niveau de son taux de rémunération. Toutefois, dans le cas précis d'Enedis, certaines définitions s'écartent de la théorie disponible, et ne reposent sur aucun fondement économique ni aucun équilibre régulateur : ainsi, la marge sur actifs définie comme le produit du bêta des actifs avec la prime de marché, calculée avant impôt.

2 - L'application d'un taux de rémunération à l'ensemble des actifs, qu'ils soient ou non financés par le concessionnaire et qu'ils aient atteint ou non leur durée de vie économique, constitue toutefois un bon signal incitatif, qui récompense l'opérateur pour l'exploitation durable de ses actifs et qui reconnaît une part de risque liée à l'exploitation. Cette notion de marge sur actifs pourrait avantageusement être étendue à l'ensemble des opérateurs de réseaux.

3 - Concernant le calcul d'un double taux de rémunération, l'un orienté sur des valeurs historiques du passé, l'autre calé sur des agrégats de court terme et/ou prévisionnels, nous pensons que la démarche est opportune dans la mesure :

- où les financements des actifs couvrent des périodes distinctes, y compris les refinancements en cours de période tarifaire,
- où les agrégats utilisés, et notamment le taux sans risque, peuvent afficher une certaine volatilité temporelle.

Cependant nous préconisons plutôt la mesure de valeurs mixant des observations historiques et des valeurs « forward », avec l'usage d'un taux unique. Dans l'hypothèse où, par analogie à la méthode utilisée avec les opérateurs gaziers, la Commission déterminerait un double taux, nous préconisons de confirmer la méthode de calcul d'un taux global, égal à la moyenne des deux taux « historiques » et « court terme », pondérée par les valeurs respectives des BAR des 2 catégories d'actifs concernées (actifs historiques et nouveaux investissements). Une attention toute particulière devra être portée sur la pertinence des coefficients de pondération.

4 - Concernant le paramètre de la prime de marché, et pour répondre au souci d'adoption de valeurs réalistes, transparentes et stables, nous préconisons de privilégier des mécanismes observés et démontrés par la littérature ad hoc, quant à l'évolution du taux de retour total du marché. Celui-ci, observé en valeur réelle, présente une stabilité démontrée, induisant une corrélation négative entre la valeur retenue pour le taux sans risque et celle de la prime de marché.

5 - Concernant la détermination du bêta des actifs, et compte tenu du fait que le distributeur d'électricité n'est pas une entreprise cotée, nous n'avons pas de remarque sur la méthodologie employée par comparaison avec les bêtas d'entreprises comparables. Toutefois, la préconisation de non-ajustement du bêta des actifs selon la méthode déterministe nous semble insuffisamment étayée. En outre, et comme il a été conseillé pour l'exercice de détermination du bêta des opérateurs gaziers, il convient de conforter le niveau du bêta in fine retenue, par une analyse qualitative des risques systématiques et incertitudes associés au secteur concerné et à ses caractéristiques, tant sur le plan industriel que financier (cf levier opérationnel mentionné par Kompass dans le rapport Brattle).

6 - De plus, pour déterminer les taux avant impôt recherchés, il importe de retenir la valeur la plus probable du taux d'imposition des sociétés sur la période de régulation concernée. Compte tenu des incertitudes notables régnant sur les niveaux d'imposition futurs, il serait pertinent de désensibiliser les opérateurs de réseaux sur les variations objectives de ce paramètre structurant, en

indexant ex post le niveau de taux avant impôt constaté, et en gérant les écarts de rémunération via un compte du CRCP.

Question 54 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissements proposée par Enedis ?

GRDF n'émet pas d'avis.

Le niveau d'investissements demandé par Enedis est en forte augmentation sur la période TURPE 7 (+40%) par rapport à la moyenne annuelle constatée sur la période 2021-2023. GRDF rappelle que cette hausse des investissements doit se faire de façon maîtrisée pour ne pas faire supporter une augmentation trop brutale des coûts à l'utilisateur et pour s'assurer que celui-ci ne supportera pas des coûts indus.

En particulier, cette augmentation de besoin d'investissements est due à la volonté des pouvoirs publics d'accentuer l'électrification des besoins alors qu'un mix énergétique équilibré entre les différentes énergies décarbonées (ENR élec, gaz verts,...) permettrait de limiter cette hausse. La dynamique rapide de la hausse des investissements pose aussi la question de la capacité industrielle d'Enedis à la réaliser (ressources internes, prestataires, matériels qui devront être suffisants pour réaliser cette trajectoire).

Question 55 : Avez-vous des remarques sur les analyses préliminaires de la CRE concernant la trajectoire d'investissements " hors réseaux " d'Enedis ?

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 56 : Avez-vous des remarques concernant le solde du CRCP au 1er janvier 2025 ?

GRDF est favorable à la prise en compte dans le CRCP du passage en irrécouvrable des impayés fournisseurs pour les raisons développées à la question 10.

Question 57 : Avez-vous des remarques concernant les trajectoires de consommation et de consommateurs desservis pour la période TURPE 7 ?

Question 58 : Avez-vous des remarques concernant les options d'évolution de marche tarifaire ou de lissage du revenu autorisé d'Enedis sur la période TURPE 7 ?

GRDF est favorable à un revenu autorisé non-lissé ($X=0$), qui permet d'apurer au plus vite les effets de report issus de la période TURPE6.

Un lissage accroîtrait encore l'écart entre revenu autorisé et chiffres d'affaires, ce qui a toujours un impact sur la trésorerie de l'opérateur.

Question 59 : Êtes-vous en accord avec la proposition de maintien des modalités d'évolution du Rf et du Ccard ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est en accord avec la proposition de maintien des modalités d'évolution du Rf et du Ccard.

Structure tarifaire

Question 60 : Êtes-vous favorable au maintien des différentes composantes du TURPE (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable au maintien des différentes composantes du TURPE, qui permettent de retranscrire la structure des coûts d'Enedis.

Question 61 : Êtes-vous favorable aux modalités de mise en œuvre proposées par Enedis et aux orientations proposées par la CRE concernant l'évolution du placement des heures creuses ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF est favorable à une évolution de la structure tarifaire du TURPE qui permette d'envoyer le meilleur signal prix au consommateur.

Cela permet ainsi de mobiliser la flexibilité infra-journalière des ménages en les encourageant à déplacer certains usages des heures pleines vers les heures creuses (essentiellement la production d'eau chaude sanitaire, la recharge des véhicules électriques et les « usages blancs »). Cette flexibilité des ménages présente un gisement non négligeable et permet d'éviter la mobilisation de ressources plus coûteuses ou le renforcement du réseau. L'optimisation du placement des heures creuses en tenant compte de la nouvelle donne des réseaux est ainsi une bonne chose.

GRDF considère que la CRE pourrait aller encore plus loin avec l'introduction d'une pointe mobile pour les différentes catégories d'utilisateurs qui permettrait d'accentuer la mobilisation de ce potentiel de flexibilité intra-journalière, car c'est le dispositif le plus efficace pour refléter dans la tarification les épisodes de tension du système électrique en transmettant au client le signal-prix du marché de capacité. A défaut d'une pointe mobile, l'introduction d'une pointe fixe centrée sur quelques heures du matin et du soir en hiver dans la tarification enverrait déjà un bon signal et serait un bon complément à l'optimisation du placement des heures creuses.

GRDF n'émet pas d'avis spécifique sur la question 61.

Question 62 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour la différenciation locale des régimes d'heures creuses en HTA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 63 : Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE visant à inciter Enedis à la tenue des délais pour la mise à jour des plages temporelles des compteurs ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 64 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir les modalités de calculs pour la composante de comptage et de gestion pour les domaines de tension BT < ou = 36 kVA, mais aussi HTA et BT > 36 kVA ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable au maintien des modalités de calculs pour la composante de comptage et de gestion pour l'ensemble des domaines de tension.

Question 65 : Êtes-vous favorable au maintien des composantes de CMDPS en HTA et en BT > 36 kVA tel que proposé par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable au maintien des composantes de CMDPS.

Question 66 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir les options tarifaires dérogatoires pour les clients non éligibles aux options à 4 plages temporelles ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 67 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant l'énergie réactive ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 68 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tarif optionnel injection-soutirage accessible de manière transitoire aux installations de stockage raccordées au réseau HTA au sein des zones pour lesquelles l'apparition de contraintes locales de réseau est particulièrement prévisible ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la mise en œuvre d'un tarif injection-soutirage si celui-ci permet d'envoyer le bon signal tarifaire aux installations pertinentes, permettant ainsi d'alléger les contraintes locales de réseau et d'éviter des renforcements coûteux.

GRDF tient à souligner que des installations raccordées aux deux réseaux électrique et gazier, se servant de ce dernier pour assurer une production locale d'électricité et réinjectant son surplus d'électricité sur le réseau, sont un parfait exemple de telles installations. Dans une moindre mesure, les installations fonctionnant sur une bi-carburant électricité et gaz comme les PACs hybrides permettent elles aussi d'alléger les contraintes du réseau électrique, en ne le sollicitant pas aux périodes les plus tendues, et pourraient donc bénéficier d'un mécanisme adapté. Le couplage des deux énergies doit donc être privilégié au vu des services apportés et des coûts évités.

Question 69 : Êtes-vous d'accord avec les critères envisagés par la CRE pour définir les zones dans lesquelles une installation de stockage pourrait souscrire au tarif injection-soutirage ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 70 : Êtes-vous d'accord avec les règles envisagées par la CRE pour placer les heures de pointe du tarif injection-soutirage ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 71 : Êtes-vous d'accord avec les critères d'éligibilité envisagés par la CRE pour le tarif injection-soutirage ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 72 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires de la composante injection-soutirage et aux modalités de mise en œuvre ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 73 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est globalement favorable aux propositions faites par la CRE sur la tarification relative à l'autoconsommation.

GRDF n'émet pas d'avis spécifique sur cette question 73.

Question 74 : Êtes-vous favorable à l'extension de la composante de gestion spécifique à l'autoconsommation collective à la HTA ?

Favorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 75 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le principe de l'option tarifaire d'autoconsommation collective distinguant flux autoproduits et alloproduits ?

Favorable

Commentaire :

GRDF n'émet pas d'avis.

Question 76 : Avez-vous d'autres observations sur la consultation publique relative au TURPE 7 d'Enedis ?

Non